

L'Europe démontre sa solidité, mais sa gouvernance n'évolue plus

Pendant une semaine, L'Écho dresse le bilan des institutions européennes. Troisième volet ce mercredi avec la politique de l'Europe en matière de gouvernance. L'Union a prouvé sa robustesse face aux crises. Mais à force de jouer aux pompiers, l'UE semble perdre la main dans son rôle de bâtisseur, miné par les divergences des États membres.

VINCENT GEORIS

L'ancien président de la Commission européenne Jacques Delors avait un jour comparé la CEE à un «objet volant non identifié». Des années plus tard, l'impression de complexité demeure, mais l'Europe, toute aussi atypique soit-elle, s'est consolidée.

En plus de vingt ans, l'Union européenne, ni État fédéral, ni organisation internationale, s'est élargie vers l'Est, tout en se rapprochant de ses citoyens grâce à l'euro, sa grande réussite. Cette croissance insolente a commencé à déranger les grandes puissances. La Russie, la Turquie, la Chine et même les États-Unis de Donald Trump tentent de plus en plus de l'affaiblir.

Ces dernières années, les coups durs se sont multipliés. Après la crise économique vint celle des réfugiés et puis le Brexit avec, en filigrane, une montée en puissance des populistes sur fond de fausses nouvelles, d'invectives et de rabaissement du débat politique. À moins de vingt jours des élections européennes, un constat s'impose. Le projet européen et sa gouvernance, minés par ces crises, ne progressent plus.

L'UE bloquée par la règle d'unanimité

Sur bien des questions, comme les matières fiscales et sociales, l'Union est paralysée par la règle d'unanimité. Les scandales fiscaux, comme le LuxLeaks, ont éclaté dès le début de cette législature, révélant la manière dont les grandes entreprises américaines tiraient parti du dumping fiscal entre les États européens, au plus grand bénéfice de certains États membres comme le Luxembourg et l'Irlande.

Des voix se sont élevées pour réclamer une politique fiscale commune, un taux d'imposition minimal, une taxe sur les

Gafa. Mais tant que l'unanimité sera nécessaire en matière fiscale, c'est peine perdue.

Pendant cinq ans, la Commission européenne fut appelée à jouer les pompiers. Son président, Jean-Claude Juncker, a relevé le défi du Brexit. Il a mis en place un plan d'investissement opérationnel, grâce au soutien de la Banque européenne d'investissement (BEI). Mais sur le plan de la gouvernance, l'inertie imposée par les États membres n'a pas autorisé de progrès substantiels.

Quelques avancées ont été enregistrées, en particulier en matière de défense. Sous l'impulsion de la France et de l'Allemagne, désireuses de sortir du pessimisme autour du Brexit, la coopération structurée permanente (PESCO) sur la défense, prévue dans le traité de Lisbonne, a été activée en 2017

par un groupe de 25 États de l'UE.

Débat sur l'avenir de l'Europe

En mai 2017, pour tenter de sortir de la crise institutionnelle, le président de la Commission européenne a proposé un «Livre blanc sur l'avenir de l'Europe». L'ouvrage, censé relancer les discussions entre les dirigeants européens, propose cinq scénarios à l'horizon 2025: le statu quo, se recentrer sur le marché unique, miser sur les coopérations renforcées entre les États de bonne volonté, se concentrer sur des priorités et en faire moins, ou, en ultime option, faire le saut fédéral.

La Commission européenne a privilégié la quatrième option, une Europe qui fait moins, mais mieux et de façon plus visible. Les critiques ont fusé face au manque d'ambition sur la finalisation de la zone euro.

Deux ans plus tard, les choses ont peu évolué. Certes, lors de son discours sur l'état de l'Union, en septembre 2017, le président Juncker a produit une feuille de route détaillant «les principales étapes vers une Union

plus unie, plus forte et plus démocratique». Les dirigeants européens, réunis à Tallinn, ont ensuite défini les défis les plus pressants. Jeudi, à Sibiu, en Roumanie, les Vingt-huit devraient poursuivre le processus «en faveur d'une Union européenne qui obtient des résultats», selon la Commission. On a du mal à voir le concret, au-delà de la langue de bois.

Une chose est sûre, l'Union européenne a survécu aux crises des cinq dernières années, dont le Brexit. Et c'est peut-être là l'avancée majeure de cette législature, le constat de la solidité des institutions européennes, à mettre au crédit du président Juncker, bien épaulé par celui du Conseil européen, Donald Tusk. «L'Union d'aujourd'hui est plus forte que l'Union d'hier», a résumé Jean-Claude Juncker mardi lors d'une conférence de presse sur son bilan.

Le «Selmayrgate», épine dans le pied de la Commission

Ombre au tableau, la législature a été marquée par une crise de gouvernance, l'affaire Selmayr, dont la Commission n'est pas sortie grandie. Le chef de cabinet de Jean-Claude Juncker, Martin Selmayr, vu par certains comme tenant la barre de l'exécutif européen, a été nommé secrétaire général de la Commission suivant une procédure d'une telle rapidité et d'une telle opacité qu'elle fut sanctionnée par le Parlement européen. En décembre dernier, les eurodéputés ont adopté une résolution réclamant la démission de Martin Selmayr. La médiatrice européenne, Emily O'Reilly a conclu que la Commission européenne n'a pas suivi les procédures internes pour ce poste, le plus influent de l'administration. Mais cela n'a rien changé.

«L'Union d'aujourd'hui est plus forte que l'Union d'hier.»

JEAN-CLAUDE JUNCKER
PRÉSIDENT DE LA COMMISSION
EUROPÉENNE